

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES DÉCRIVANT LES TRAVAUX A RÉALISER

#### *Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

État – Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
de Bourgogne - Franche-Comté

#### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne - Franche-Comté  
par arrêté préfectoral en vigueur à la date de signature du marché

#### *Objet du marché*

RN57 – Boulevards Beure  
Démolition de maisons d'habitation

Réf PLACE : DrealBFC-25-RN57-Bds-Beure-Demo

## SOMMAIRE

I - Généralités.....	3
I.1 - Objet.....	3
I.2 - Réglementation applicable.....	3
II - Exigences particulières.....	4
III - Qualification de l'entreprise.....	4
IV - Contenu de la prestation.....	4
IV.1 - Généralités.....	4
IV.2 - Plan de retrait.....	5
IV.3 - Retrait de l'amiante.....	5
IV.4 - Gestion des déchets.....	5
IV.5 - Tenue des registres.....	5
IV.6 - Rapport de fin d'intervention.....	5
V - Organisation de chantier.....	6
V.1 - Définition de la méthodologie.....	6
V.2 - Préparation de chantier.....	6
V.3 - Remblais.....	7
VI - Description des parcelles.....	7
VI.1 - Plan de situation.....	7
VI.2 - Plan cadastral.....	9
VI.3 - Dossier photos.....	10
VI.4 - Conclusion.....	10

**AVERTISSEMENT :** Ce document a pour objectif de présenter les bâtiments à démolir aux entreprises candidates à la consultation et à devenir un outil d'aide pour la réalisation des prestations du titulaire du marché de travaux. Il n'est nullement destiné à se soustraire aux différents documents (diagnostics plomb, amiante etc...) rédigés pour le bâtiment ou aux responsabilités qui incombent aux entreprises (plan de retrait amiante...) en matière d'évaluation des travaux et de protection des ouvriers présents sur chantiers. Le présent document ne se substitue pas aux textes réglementaires et législatifs auxquels le titulaire doit se conformer.

## **I - Généralités**

### **I.1 - Objet**

**Les travaux sont à réaliser sur les parcelles suivantes :**

- **KY 93 (27 chemin des Vallières à Port Douvot) : démolition d'une maison d'habitation**
- **KY 226 et 227 (37 chemin des Vallières à Port Douvot) : démolition d'une maison d'habitation et d'une annexe (garage),**
- **ET 88 (184 rue de Dole) à Besançon : démolition d'une maison d'habitation.**

Les travaux consistent :

- en une opération de **désamiantage** et **déplombage** sur les maisons situées au 27 chemin des Vallières à Port Douvot et 37 chemin des Vallières à Port Douvot, à Besançon ;
- de **déplombage** sur la maison située au 184 rue de Dole ;
- en la **démolition complète des bâtiments (maisons et annexe).**

Le repérage avant travaux (cf. rapports de diagnostics amiante et plomb joints au dossier de consultation) a révélé la présence d'amiante et de plomb dans certains matériaux des maisons situées au 27 chemin des Vallières à Port Douvot, 37 chemin des Vallières à Port Douvot et 184 rue de Dole, à Besançon. Le titulaire s'appuiera sur les diagnostics pour établir sa méthodologie d'intervention et son SOGED.

Le titulaire est chargé de l'ensemble des tâches et des opérations permettant la réalisation des travaux, et notamment : établissement du plan de retrait amiante et plomb, préparation du chantier, retrait et tri des déchets, évacuation et élimination des déchets, repli du chantier...

La démolition complète des bâtiments se fera à l'issue des travaux de désamiantage et de déplombage.

Le chantier se situant à proximité immédiate de voies communales (chemin des Vallières à Port Douvot et rue de Dole), ainsi que de zones d'habitation, le titulaire devra prendre en compte dans son offre les sujétions particulières liées à la sécurité afin de réaliser dans les règles de l'art le déplombage, le désamiantage et la démolition. Il s'assurera que le chantier reste le plus propre possible durant toute la durée des travaux.

### **I.2 - Réglementation applicable**

La réglementation française relative à la problématique amiante sera scrupuleusement respectée par le titulaire. Les principaux textes sont rappelés ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Le Code de la Santé Publique, Article L.1334-13 ;
- Le Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Le Décret n°2006-676 du 6 août 2006 et du 8 août 2006 renforçant les dispositions du Code de la Santé Publique ;
- Le Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- L'Arrêté du 15 janvier 1998 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux-plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis ;
- L'Arrêté du 21 décembre 1998 relatif aux conditions d'agrément des organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis ;
- L'Arrêté du 02 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié ;
- L'Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique «amiante», au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article 10-3 du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié ;

- La Circulaire n°2003-73 du 10 décembre 2003 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Principes généraux de prévention L4121-2 du code du travail,
- Prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction R4412-59 et articles suivants,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb,

## II - Exigences particulières

Le titulaire établira la(es) méthodologie(s) à appliquer pour éliminer tous les matériaux contenant de l'amiante et du plomb, en prenant en compte que les travaux seront réalisés **en site inoccupé mais en bordure immédiate de voies communales (chemin des Vallières et rue de Dole), dans un environnement résidentiel.**

Les diagnostics amiante, plomb joints au présent DCE présentent les différents niveaux des bâtiments ainsi que la localisation des matériaux contenant de l'amiante et du plomb.

Il conviendra également d'être vigilant sur les émanations de poussières du chantier, qui ne doivent en rien porter atteinte à la visibilité et à la sécurité aux abords des voies communales et des habitations voisines. Un arrosage sera mis en place à la charge du titulaire si le chantier provoque trop de poussières.

La maison située au 37, chemin des Vallières à Port Douvot, abrite des **chiroptères** et **ne pourra être démolie que durant la période propice, comprise entre octobre et janvier, et uniquement après qu'un écologue, missionné et pris en charge par la DREAL, se sera assuré de l'absence de spécimen.** Le titulaire devra assumer l'entière responsabilité d'un éventuel décalage dans le démarrage des travaux lié à cette contrainte environnementale. Les coûts supplémentaires potentiels seront donc à sa charge.

Un dossier photos est joint en annexe.

## III - Qualification de l'entreprise

L'entrepreneur devra présenter au moment de la soumission les certificats de qualification suivants (ou équivalents) :

- **Qualibat 1112 : démolition technicité courante,**
- **Qualibat 1552 : traitement amiante.**

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

## IV - Contenu de la prestation

### IV.1 - Généralités

Le titulaire participe en tant que de besoins aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire devra exécuter les prestations suivantes (liste non exhaustive) :

- Les dossiers administratifs et l'élaboration du Plan de Retrait qui sera présenté au maître d'ouvrage avant transmission au service instructeur,
- L'installation et la préparation du chantier,
- La mise en œuvre des confinements préalables au désamiantage et au déplombage suivant méthodologie proposée,

- L'abattage et le débroussaillage d'arbres et de haies présents sur les parcelles **si cela est nécessaire vis-à-vis du chantier de démolition**,
- La dépose des matériaux contenant de l'amiante et du plomb,
- L'évacuation des matériaux contenant de l'amiante et du plomb dans des filières adéquates,
- Les mesures d'empoussièrement pendant les travaux et après les travaux,
- La démolition des bâtiments et des annexes,
- Le comblement des fouilles,
- Le tri et l'évacuation des déchets issus de la démolition,
- La vidange, la dépollution et l'évacuation de cuves fioul, gaz, fosses septiques éventuellement présentes et le comblement des puits et des cavités existants,
- La remise en état de la parcelle et le reprofilage du terrain avec du tout-venant.

Le titulaire devra prévoir l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des prestations de dépose des matériaux contenant de l'amiante et du plomb ainsi que tous les travaux préparatoires qui seraient nécessaires, ainsi que de la démolition complète des bâtiments.

#### **IV.2 - Plan de retrait**

Ce plan sera soumis pour information au Maître d'Ouvrage.

Au plus tard, 30 jours après le début de la période de préparation, le plan de retrait doit être transmis à l'Inspection du travail, au service prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie et à l'O.P.P.B.T.P.

Le titulaire est responsable de la diffusion du plan aux organismes et devra le cas échéant apporter les compléments demandés par ceux-ci. D'une manière générale, le titulaire est responsable de l'ensemble des démarches administratives. Tout retard dû à un manque de préparation ou un manque de complétude des documents sera pénalisé.

Dans l'état actuel de la réglementation, l'Inspection du travail a un délai d'un mois pour répondre au titulaire sur le plan de retrait amiante.

#### **IV.3 - Retrait de l'amiante**

Cette activité sera réalisée dans le respect des réglementations en vigueur en adaptant les mesures de prévention aux matériaux à traiter.

Le titulaire désigne sur site une personne compétente en charge de coordonner les travaux.

#### **IV.4 - Gestion des déchets**

L'ensemble des déchets issus de la démolition des bâtiments sera propriété du titulaire du marché. À ce titre, le titulaire sera l'unique responsable de la valorisation des déchets ou de leur mise en décharge dans le respect de la réglementation en vigueur.

#### **IV.5 - Tenue des registres**

Le titulaire est chargé de la tenue des registres réglementaires :

- o Registre du personnel, registre des contrôles d'accès en zone ;
- o Registre des mesures d'empoussièrement et autres registres liés à la méthodologie en lien avec le désamiantage et le déplombage ;
- o Registre des contrôles avant l'expédition des déchets.

#### **IV.6 - Rapport de fin d'intervention**

Le titulaire fournira, au plus tard 1 mois après la réalisation de la dernière mesure libératoire, un rapport de fin de mission (1 dossier complet sous format informatique « .pdf ») comportant :

- o Le Plan de Retrait Amiante,
- o L'ensemble des analyses et des contrôles effectués,
- o Les Bordereaux de Suivi de Déchets Amiantés et plombés.

#### **V - Organisation de chantier**

L'entreprise sera responsable de ses installations de chantier y compris la clôture, le gardiennage.

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité et éventuellement gaz, téléphone ou autres.

L'entreprise sera responsable de tous les dégâts éventuels qu'elle pourrait occasionner sur les constructions voisines et les réseaux existants. Ces dégâts seraient alors réparés à ses frais.

##### **V.1 - Définition de la méthodologie**

La(es) méthodologie(s) retenue(s) est(sont) de l'entière responsabilité du titulaire. Cette(es) méthodologie(s) doit(vent) être pré-définie(s) par le titulaire au stade de l'offre dans le respect de la réglementation en vigueur.

##### **V.2 - Préparation de chantier**

###### **IV.2.a – Installation de chantier**

Le maître d'ouvrage ne mettra à disposition aucune zone d'emprise en dehors des parcelles mentionnées à l'article I.1. Il appartiendra donc au titulaire d'organiser et de gérer son installation de chantier exclusivement au sein de ces emprises, de manière à garantir la bonne exécution des travaux.

###### **IV.2.b – Énergie**

Le maître d'ouvrage ne fournira pas de point de raccordement électrique.

###### **IV.2.c – Conditionnement des déchets**

Le titulaire devra prendre en compte l'impossibilité de laisser des containers de conditionnement des déchets sur les espaces publics extérieurs.

###### **IV.2.d – Fermeture du périmètre**

Le titulaire s'assurera que la zone où se déroule les travaux soit signalée et ne puisse être accessible à des personnes autres que celles qui, en raison de leur travail ou de leur fonction, sont amenées à y pénétrer.

###### **IV.2.e – Travaux**

Le titulaire met en œuvre les mesures de protection prévues dans le plan de retrait.

Lors des travaux de retrait d'amiante et de plomb, le titulaire effectue régulièrement des contrôles du bon fonctionnement des moyens de protections (collectifs et individuels).

Le titulaire prend à sa charge les analyses d'échantillons supplémentaires, en cas de suspicion de présence d'amiante ou de plomb non repéré.

Les matériaux concernés sont répertoriés dans les rapports de diagnostic amiantes et plomb.

#### **IV.2.f – Transport des déchets**

Le transport devra être effectué dans des bennes fermées, et le transporteur devra respecter la réglementation en vigueur (notamment l'arrêté du 17 Octobre 1977).

La réglementation des transports des matières dangereuses par route (RTMD-R) sera respectée, y compris la disposition des différents colis et leur arrimage à l'intérieur de la benne fermée.

Un étiquetage devra apparaître à l'extérieur du camion, conforme à la réglementation applicable. Les dispositions concernant le transport et l'étiquetage devront être précisées par l'entreprise.

#### **IV.2.g – Mise en décharge**

Pour chaque catégorie de déchets concernés, le titulaire précise le centre de stockage retenu.

Les taxes de mise en décharge ou en installation de traitement acquittées pour la réception des déchets amiantifères et contenant du plomb seront à la charge du titulaire. Celui-ci devra intégrer dans son prix le montant de cette taxe de mise en décharge, ainsi que les augmentations prévisibles de cette taxe, et ne pourra donc se prévaloir d'aucune augmentation ultérieure de ce poste.

#### **IV.2.h – Documents d'autorisation**

Le titulaire devra obtenir du centre de traitement final une autorisation préalable en accord avec les réglementations en vigueur et tout autre document nécessaire à la procédure d'acceptation dans le centre choisi.

Le titulaire émet un Bordereau de Suivi des Déchets Amiante à chaque envoi de déchets. Il tiendra à jour un registre et les bordereaux de suivi de déchets industriels (formulaire CERFA) pour chaque transport.

### **V.3 - Remblais**

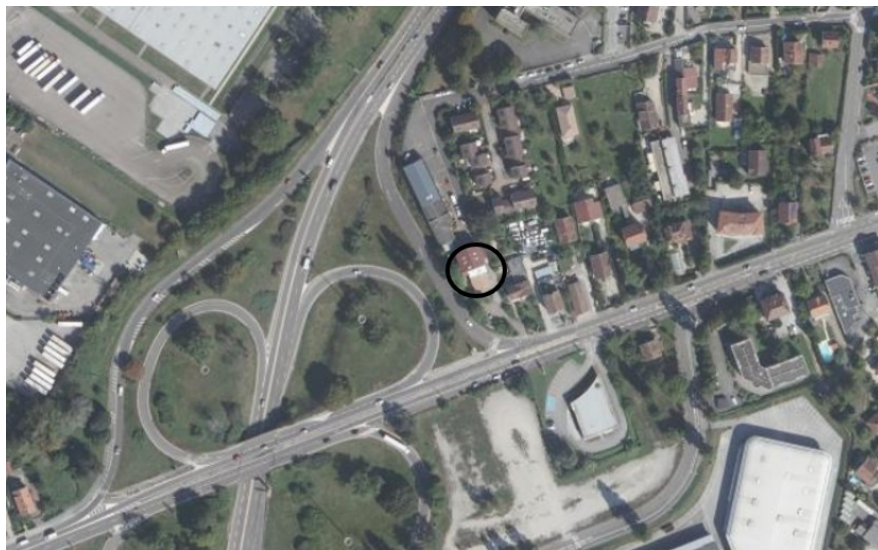
Pour la maison au 184 rue de Dole, les déchets inertes resteront en partie sur place en remblaiement pour créer une plate forme propre et soigneusement nivelée. Du tout-venant sera mis en œuvre en surface.

Pour les maisons situées au 27 et 37 chemin des Vallières, les déchets inertes seront intégralement évacués. Une mise en œuvre de terre végétale sera réalisée afin de restituer un terrain propre et nivelé, propice à une remise en état paysagère.

## **VI - Description des parcelles**

### **VI.1 - Plan de situation**

184 rue de Dole





27 chemin des Vallières



37 chemin des Vallières

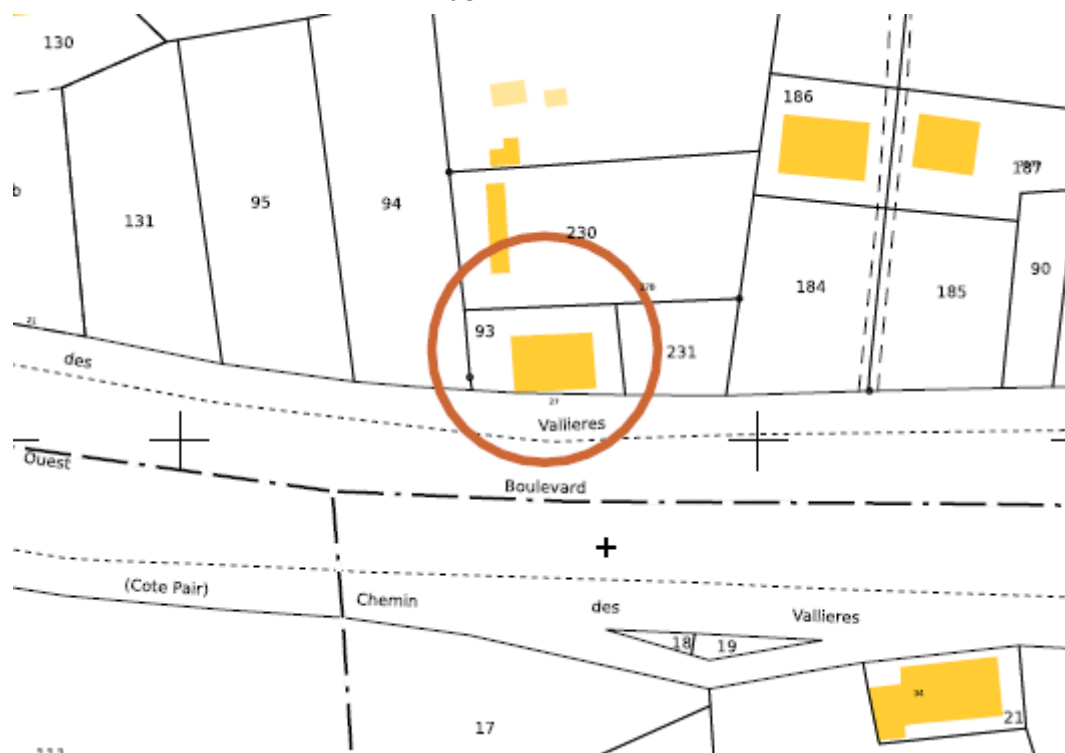


## VI.2 - Plan cadastral

184 rue de Dole – Parcelle ET n°88



27 chemin des Vallières - Parcelle KY n°93



37 chemin des Vallières – Parcelles KY n°226 et 227



### VI.3 - Dossier photos

Un dossier photos est joint au DCE pour plus de détails.

### VI.4 - Conclusion

Les points de détail non évoqués dans le présent document seront balayés collégialement sur place lors de la réunion de préparation.